



DOCUMENT DE PROJET

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet : Appui à la réinsertion et la réintégration des ex-combattants du FRPI en Ituri	Organisation lead : ACIAR
Personne de Contact : Nom : Eric MONGO MALOLO Adresse: 21 Avenue Kasa Vubu, Commune de Mbunya, Ville de Bunia, Ituri, RD Congo Téléphone : +243 (0) 81 305 16 27 E-mail: aciarongd@gmail.com	Membres du consortium : ACIAR
	Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI) : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
	Localité (s) (Province) : ITURI_SUD IRUMU
Durée totale du projet (mois) : 18 mois Date de démarrage : 1 juin 2020 ¹ Date de clôture : 30 novembre 2021	Cout total du Projet : \$540 000,32 Budget de partenaire d'exécution : \$500 000,30 Frais d'AG (8%) : \$40 000,02
Description du Projet : OS 1 : « La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives ». Résultat 1.1 : Les communautés du Sud Irumu et toutes les autres parties prenantes, mobilisées pour la réussite du processus FRPI (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion et réintégration) dans une approche inclusive, participative et sensible au genre. Résultat 1.2 : Soutien maintenu des différentes parties prenantes locales (Femmes, Jeunes Filles, Hommes, Jeunes Hommes, diverses associations et comités locaux, autorités traditionnelles et formelles des différents niveaux administratifs) pour le processus local de réconciliation.	
Note sur l'égalité des sexes (Gender Marker)^{2 3} : _____	
Justification de la Note :	

¹ Cette date de début dépend de la libération des enfants de la FRPI et des restrictions liées à COVID-19 et peut donc être repoussée au 1 juillet 2020. Le partenaire et l'équipe UAS se réuniront le 15 mai et confirmeront si la date de début est le 1er juin ou le 1er juillet.

² Le score de genre est un outil d'évaluation sur une échelle de 0 à 3, qui indique si un programme est conçu pour assurer que les femmes, les filles, les garçons et les hommes en bénéficieront également ou si le programme a le potentiel de contribuer à l'égalité entre des sexes. Score 3 : projets ayant l'égalité de genre comme principal objectif (actions clairement ciblées) ; Score 2 : projets ayant l'égalité de genre comme objectif significatif (intégration du genre) ; Score 1 : projets intégrant partiellement le genre dans les activités ; Score 0 : projets qui n'intègrent pas l'égalité de genre

³ A compléter après le score final du Secrétariat Technique.



Décrivez brièvement la méthodologie d'intégration du genre dans les différentes composantes du projet⁴

La stratégie genre utilisée au cours de ce projet va améliorer les acquis de la stratégie utilisée par ACIAR au sein du Projet Pamoja Kwa Amani. Nous prévoyons atteindre une participation d'environ 37% des femmes dans les activités du projet. Nous allons maintenir un ratio de 50% des femmes dans les équipes d'animation du projet.

Nous allons faciliter une présence active des femmes dans les activités du Projet ; pour faciliter cela nous préconisons d'avoir un ratio de participation des 50% des femmes pour toutes les formations à réaliser pour renforcer le leadership des femmes.

Pour aller plus loin, nous comptons aussi animer des thèmes spécifiques genre liés aux activités de peacebuilding.

Nous allons aussi créer des conditions favorables pour faciliter la participation efficace et effective des femmes dans nos activités.

PAGE DE SIGNATURE

ACIAR <i>Nom du/de la Représentant (e) : Eric Mongo</i> <i>Signature :</i> <i>Nom de l'Organisation :</i> <i>Date & Cachet</i>	Deputy Team Leader de L'Unité d'appui à la Stabilisation <i>Nom du/de la Représentant (e) :</i> <i>Signature :</i> <i>Nom de l'Organisation : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)</i> <i>Date & Cachet</i>
---	---

⁴ Pour plus d'informations : voir les lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre dans les programmes de stabilisation développé par l'Unité d'Appui à la Stabilisation.



TABLE DE MATIERE

I. Résumé du projet

II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification

- a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit
- b) Justification de l'intervention proposée

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

- a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation
- b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation
- c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

V. Gestion et Coordination

- a) Gestion et coordination du projet
- b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
- c) Suivi et évaluation
- d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC
- e) Budget

VI. Annexes

Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation

Annexe 2 : Plan de travail

Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Annexe 4 : Cadre logique (*voir fichier Excel*)

Annexe 5 : Cadre logique ISSSS (*voir fichier Excel*)

Annexe 6 : Guide au processus d'harmonisation

Annexe 7 : Budget (*voir fichier Excel*)

Annexe 8 : Lignes directrices budgétaires

Annexe 9 : Lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre



I. Résumé du projet

RÉSUMÉ DE PROJET Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Numéro du projet⁵ :	PAMOJA KWA AMANI DDR (Dialogue Démocratique)	
Intitulé du projet :	Appui à la réinsertion et la réintégration des ex-combattants du FRPI en Ituri	
Organisation lead :	ACIAR	
Membres du consortium :	ACIAR	
Des organisations bénéficiaires⁶ :	N/A	
Zone prioritaire et groupements ciblés	Sud Irumu; Chefferie Lendu Bindi, Secteur Hema Sud, Chefferie Lesse Vonkutu, Chefferie Andisoma, Chefferie Hema Boga, Chefferie Hema Mitego, Nyali Tchaby.	
Cout total du Projet: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: Contributions propres: Autres Contributions:	Cout total du Projet : \$540 000,32 Budget de partenaire d'exécution : \$500 000,30 Frais d'AG (8%) : \$40 000,02	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : 01 juin 2020	Date d'achèvement prévue : 30 novembre 2021
Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectifs spécifiques de l'AMI)	Pilier DD : La population de l'Est de la RDC et l'État congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives	
Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :	La stratégie genre utilisée au cours de ce projet va améliorer les acquis de la stratégie utilisée par ACIAR au sein du Projet Pamoja Kwa Amani. Nous prévoyons atteindre une participation d'environ 37% des femmes dans les activités du projet. Nous allons maintenir un ratio de 50% des femmes dans les équipes d'animation du projet. Nous allons faciliter une présence active des femmes dans les activités du Projet; pour faciliter cela nous préconisons d'avoir un ratio de	

⁵ A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

⁶ Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



	participation des 50% des femmes pour toutes les formations à réaliser pour renforcer le leadership des femmes. Pour aller plus loin, nous comptons aussi animer des thèmes spécifiques genres liés aux activités de peacebuilding. Nous allons aussi créer des conditions favorables pour faciliter la participation efficace et effective des femmes dans nos activités.
Objectifs spécifiques et leurs résultats	OS 1 : « <i>La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives</i> ». Résultat 1.1 : Toutes les parties prenantes (société civile, Leaders FRPI, Communautés, gouvernement congolais à tous les niveaux) s'engagent et se mobilisent pour accompagner et soutenir le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration holistique et durable des éléments FRPI.
Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge) :	OS 1 : « <i>La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives</i> ». Résultat 1.1. Bénéficiaires directs : 2850 personnes



II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit (maximum 2 pages).

La zone prioritaire est le Sud Irumu, située dans le territoire d'Irumu dans la Province de l'Ituri.



Les activités du Projet Pamoja Kwa Amani, ont significativement fait avancer le contexte du Sud Irumu. Le processus FRPI est arrivé au stade de pré cantonnement, ce qui a rétabli une certaine sécurité dans la région, les activités économiques reprennent de plus belles à travers une grande fréquentation des divers marchés à bétail dans la zone. A ce jour, toute la population est accrochée à la date de la signature de l'accord entre le Gouvernement de la république et la FRPI, car cela donnerait le signal de lancement des opérations DDR dans le Sud – Irumu. Ainsi la situation actuelle du Sud Irumu se présente comme suit:

1. De la Dynamique Sécuritaire

La FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri), a été le principal groupe armé qui a causé beaucoup de torts à la communauté dans cette région depuis plus de 20 ans. Les différentes opérations militaires menées au cours de cette période pour son éradication n'ont pas donné des résultats satisfaisants. Par contre, cela a plongé cette région dans une crise sécuritaire qui a, pendant tout ce temps, été le blocage principal de son développement.

A part les opérations militaires, plusieurs tentatives de médiation ont essayé de sortir la région de cette situation, elles se sont toutes soldées en échec. Ces échecs ont souvent relancé les affrontements entre la FRPI et les FARDC avec des conséquences désastreuses pour les communautés.

Depuis août 2017, le projet « Pamoja Kwa Amani », a été lancé et dans les activités de Dialogue Démocratique, toutes les communautés du Sud Irumu, ont identifié trois problématiques principales qui maintiennent un état d'insécurité dans le sud Irumu à savoir ; (1) l'activisme des



éléments du groupe armé FRPI, (2) les conflits complexes liés à la terre et à l'identité, qui opposent principalement les Lendu Bindi aux Hema et les Lendu Bindi aux autres communautés dont les Bira et les Lesse, (3) le déplacement des Rwandophones qui proviennent du Nord Kivu et du Sud Kivu pour s'installer nombreux dans les chefferies Lesse Vonkutu, Nyali Tchaby, Hema Boga et Hema Mitego. Les communautés ont demandé que les actions du Dialogue Démocratique s'occupent de ces trois problématiques avec une priorité à la première dans le but d'éradiquer le phénomène FRPI de la région. La FRPI étant ressentie comme la principale limite même pour la recherche des solutions aux deux autres problématiques.

Les activités de Dialogue Démocratique ayant été menées, elles ont produit le principal résultat aujourd'hui à savoir ; (1) 1127 éléments de la FRPI sont dans le site de pré cantonnement à Azita (Gety). Les négociations en vue de la signature d'un accord de paix avec le Gouvernement de la république sont arrivées au terme et un accord de paix a été paraphé entre les parties le 07 décembre 2019 à Gety. Ce résultat confirme ce qui est déjà connu par toutes les communautés de la région, à savoir le retour progressif de la paix et de la sécurité dans le Sud Irumu. Il s'agit surtout de la volonté exprimée par toutes les parties, à savoir la Paix durable dans le Sud Irumu. Mais ce résultat reste encore fragile car il a aussi inspiré d'autres groupes des personnes à se constituer en groupes armés⁷, et l'espace libéré par la FRPI risque d'être occupé par les autres bandits ou groupes armés (le cas des ADF qui insécurisent déjà la région de Boga et Tchaby par des incursions à répétition). Par ailleurs, le processus FRPI doit être consolidé par un processus DDR et il est aussi nécessaire de répondre aux problèmes qui étaient à la base de la création du groupe armé FRPI qui, jusqu'à présent, n'ont pas encore trouvé des réponses.

L'éradication de la FRPI peut faire émerger certains autres conflits jadis oubliés. La grande crainte est que cela n'entraîne des violences et la mise en place des nouveaux groupes armés, surtout dans le cadre de la dynamique foncière et identitaire.

2. De la Dynamique Foncière et Identitaire

La problématique de la FRPI a été au centre de tous les efforts des activités du Dialogue Démocratique au cours du Projet « Pamoja Kwa Amani ». Les activités de médiation foncière menée par ONUHabitat ont servi à la résolution des petits conflits entre les personnes, mais les gros conflits complexes sont restés intacts. Selon plusieurs déclarations des communautés, ce sont ces conflits qui étaient à la base de la création de la FRPI, et par conséquent, le fait de ne pas les traiter pourrait entraîner l'émergence d'une autre FRPI (groupe armé) dans la région.

Il s'agit de plusieurs conflits divers et complexes, qui se basent sur le foncier et l'identité tel que :

Les conflits avec impacts directs sur le processus maintenant déjà :

A ce jour, les conflits complexes qui menaceraient directement le processus FRPI sont ;

Le conflit de Nombe

C'est un vieux et complexe conflit des localités Nombe, Lakpa et Lagabo qui a été, dans le passé, à la base de plusieurs affrontements (Hema – Lendu). Aujourd'hui ce conflit est amplifié par le fait que la chefferie des Lendu Bindi a fait de ces trois localités son sixième groupement dénommé ; « groupement Rusho Tsiritsi ». A présent, la communauté Lendu Bindi a peur que la démobilisation de la FRPI ne donne aux Hema l'ambition de revendiquer ces localités.

Le Conflit de Koga dans la plaine du Lac Albert

⁷ Le cas de la CODECO qui s'est constitué dans le territoire de Djugu et qui réclame un processus similaire à la FRPI. Il y a aussi le groupement armé qui vient de se créer dans la chefferie des Andisoma à Irumu qui sollicite aussi la même chose.



Selon les Hema Sud, la plaine du Lac Albert serait dans le secteur des Hema Sud. Avec la présence de la FRPI, les Lendu Bindi, ont envahi cet espace et vivent là bas en pratiquant la pêche. La région de Koga serait même dans la zone de frayère réservée à la reproduction des poissons. Mais les Lendu Bindi y pratiquent la pêche et cette région est administrée par le groupement Zadu de Lendu Bindi.

Le conflit du groupement Bavibha

A la limite du groupement Bavibha, les Hema Sud et les Bira de Andisoma, il existe des vastes zones d'élevage qui sont toujours sous le contrôle de Lendu Bindi. Tout le groupement Bundikasa (Bunyagwa) des Hema Sud est sous le contrôle des éléments FRPI. Les Hema voudront vite récupérer le contrôle de cet espace. Cela risque de se faire avec des conflits car nous enregistrons déjà une certaine tension ces derniers mois.

Les conflits des limites entre les différentes entités administratives de la zone :

Il s'agit des conflits de limites des chefferies entre les Lendu Bindi et la majorité des entités voisines et entre les entités voisines. Le conflit inter ethnique et communautaire a accentué le repli identitaire en Ituri et s'est cristallisé autour de la terre. Ainsi, dans le Sud Irumu comme dans les autres territoires de la province de l'Ituri, les terres sont occupées par clans, ethnies et/ou communautés. Toutes les communautés des différentes chefferies du Sud Irumu : Bahema – Sud, Bahema – Mitego, Bahema – Boga, Walese Vonkutu et les Andisoma, accusent la FRPI, d'avoir ravi des terres de leurs communautés pour les annexer à Walendu Bindi.

Le conflit de pouvoir dans la chefferie Lendu Bindi :

C'est l'un des conflits complexes importants qui s'est compliqué pendant les deux années du projet « **Pamoja kwa Amani** ». Le pouvoir du Chef de chefferie, Olivier Peke Kaliaki est contesté par principalement les chefs de groupements et aussi une bonne partie de la population. Ainsi, on assiste à la création de groupement de fait appelé Groupement Mbala, dans le groupement Boloma, suivi d'une ambition de tous les groupements à se transformer en chefferie de fait. Des observateurs localement pensent que ce conflit risque d'entraîner la mise en place des nouveaux groupes armés dans les Wa Lendu Bindi.

Les conflits d'envahissement des concessions et des pâturages collectifs :

Il y a aussi d'autres conflits liés à l'envahissement des vieilles concessions ou encore des pâturages collectifs, par des agriculteurs dans plusieurs chefferies du Sud Irumu. A la fin de la guerre de l'Ituri en 2003, il y a eu une vague de contestations des titres de concessions agropastorales et une occupation de ces espaces par les populations. Les détenteurs des titres se sont repliés sur leurs ethnies et communautés respectives et instaurant du coup une tension entre ethnies pour le recouvrement des concessions. Les concessionnaires Lendu peinent à recouvrer leurs terres dans les territoires occupés par les Hema et vice versa.

Le traditionnel conflit éleveurs contre agriculteurs :

Le traditionnel conflit éleveurs contre agriculteurs lié à la destruction des champs par bêtes en divagation est aussi très présent, mais ici amplifié par le fait qu'on prête des intentions aux éleveurs de planifier la destruction des champs des agriculteurs avec les animaux en divagation. Les affrontements entre agriculteurs et éleveurs ou entre communautés pour des limites administratives ont causé beaucoup de pertes en vies humaines et constituent un frein à l'instauration d'un climat de paix et de stabilité.



Les conflits liés à la coexistence avec la communauté minoritaire des Pygmées :

Il faut aussi noter que la communauté minoritaire des pygmées dans les deux chefferies Waniari Tchabi et Walese Vonkutu, semble être oubliée par la plupart des autorités et des partenaires techniques et financiers. En effet, tout ce qui est fait dans la région ne prend pas en compte leurs opinions de façon particulière, et leurs intérêts sont bafoués. Cette situation risque de devenir explosive dans un avenir proche.

Le conflit autour de l'aire protégée des grottes de Mont Hoyo :

Comme pour le cas de la RFO à Mambasa, il y a dans le Sud Irumu, dans la chefferie de Walese Vonkutu, l'aire protégée de Mont Hoyo. Domaine de l'ICCN, cette aire protégée est sous la conduite de WCS. Les populations locales souffrent d'une sous information quant à la présence légale de cette aire protégée et de ses limites exactes. Cette situation crée une crise entre l'ICCN et les communautés locales autour de cette aire. Dans les années passées, cette aire protégée a été le repaire d'un groupe armé local, dont le responsable avait été capturé par les FARDC et la Monusco. Au cours du projet PKA, cette problématique a été traitée par OnuHabitat, mais des solutions durables n'ont pas été proposées.

3. Dynamique des Ressources Naturelles

Dans le Sud Irumu, il existe aussi des Ressources naturelles dont l'exploitation amène à des conflits et tensions dans la région.

Les Blocs pétroliers :

Les spéculations autour de la question de l'exploitation du pétrole et de leurs dividendes dans les communautés ont nettement baissées depuis l'annonce de l'arrêt du Projet de Total dans le bloc III, du graben Albertine. La population se plaint du fait que ce retrait de Total est intervenu alors que ce dernier n'avait réalisé que la première phase des projets communautaires promis pour un budget total de 3.000.000 \$ US, soit un montant d'un million.

L'exploitation de l'or dans le Sud Irumu :

L'exploitation artisanale de l'or est pratiquée dans certaines chefferies, principalement dans WALENDU BINDI, WALESE VONKUTU et ANDISOMA. Les sites miniers desdites entités subissaient dans le passé, très souvent des incursions des éléments de la FRPI qui ravissaient les productions des creuseurs artisanaux. Du côté des WALESE VONKUTU, la présence d'exploitants avec des dragues sur les rivières contribue à entretenir les tensions autour de l'exploitation des ressources naturelles. Les tensions ont été très fortes au cours de cette année, avec l'entrée des exploitants Chinois avec les dragues dans la chefferie des Walendu Bindi dans le groupement Bavibha. Avec les actions du projet « Pamoja Kwa Amani » l'on note la création et le renforcement des capacités des Coopératives minières pour améliorer leur niveau d'organisation sur le terrain. Malgré les efforts du projet, on note que la plus grande partie de l'or produit artisanalement est toujours vendu dans un circuit de la fraude.

Le conflit latent, qui oppose les Hema Sud et les WALENDU BINDI autour de la zone de frayère sur le lac Albert dont les ressources halieutiques sont de plus en plus en danger avec la pêche non ordonnée, n'a jamais trouvé de solution.

L'exploitation des bois :



Elle est très présente dans deux chefferies de la région : Walese Vonkutu avec une grande intensité et Baniari Tchaby. Cette activité a les conséquences suivantes sur l'évolution des conflits dans la région ; 1) les conflits de limites entre les entités locales (Localités, groupements et chefferies) : souvent les limites n'étant pas matérialisées dans les forêts, l'exploitation se fait par une entité dans le territoire de l'autre. 2) l'exploitation se fait dans un circuit mafieux tellement que l'état et les communautés locales ne profitent pas de cette activité pour le développement de la région. 3) L'exploitation intense est en train de conduire à la destruction de la forêt, ce qui représente un danger pour l'environnement et l'écosystème de la zone ; en outre, cette activité comporte la perte progressive des moyens de subsistance traditionnels des pygmées. Cette exploitation est menée à grande partie par les opérateurs économiques venus du Nord Kivu, ce qui influe sur les conflits identitaires entre les communautés dans la région.

4. Dynamique Régionale

Les conflits liés aux mouvements des populations :

En ce qui concerne la dynamique entre les provinces, les déplacements des communautés aussi sont à la base des tensions dans le sud Irumu, les deux cas les plus explosifs sont :

1) Le mouvement continu des Rwandophones : il s'agit des personnes qui proviennent du Nord et Sud Kivu, parlant le Kinyarwanda, qui viennent s'installer dans les chefferies de Boga, Tchaby, Mitego et Walese Vonkutu, depuis plus de 20 ans. Cette question bien que très politisée, n'est pas encore traitée officiellement. Des nombreux leaders des communautés de l'Ituri ont des positions extrêmes à propos de cette question, d'où la nécessité d'en débattre avant qu'elle ne dégénère en affrontements entre les communautés. Au cours de l'atelier « Leadership Cohésif » réalisé dans le cadre du Projet « Pamoja Kwa Amani », les députés de la région ont défendu au projet de s'occuper de cette problématique. Par contre les communautés continuent à réclamer que cette question soit traitée et que le gouvernement prenne des mesures qui permettent d'éviter que la situation ne dégénère.

2) Les mouvements des migrants économiques du Nord Kivu voisin : il s'agit des Nandés qui sont dans les chefferies de Walese Vonkutu (axe Luna – Komanda) et surtout Baniari Tchaby et qui ont acquis des grandes superficies des terres entraînant des relations conflictuelles avec les communautés locales. Cette problématique des migrants économiques, se manifeste depuis l'année 2008. En effet, les Chefferies sont confrontées à une vague d'arrivée massive des populations NANDE de la Province du Nord Kivu en quête des terres agricoles. Les chefs terriens affirment que le « boum du marché foncier » imposé et entretenu par ces migrants et les modes d'acquisition des terres qui échappent au contrôle de l'administration locale et aux chefs terriens ont du coup dépouillé la chefferie de 85% de leurs terres communautaires par ces migrants NANDE. Cette situation entretient une tension latente entre les allogènes et les autochtones avec un risque d'explosion avec des violences. Cette tension persiste dans la chefferie des Lesse Vonkutu où plusieurs conflits existant dans cette contrée n'ont pas été traités au courant du projet.

3) Le risque de glissement de l'insécurité du Nord-Kivu voisin dans le territoire d'IRUMU : il s'agit des ADF NALU qui sont actuellement combattus par les FARDC dans le territoire de Beni. Plusieurs incursions sont enregistrées ces derniers mois dans les chefferies de Wanyali Tchaby et la chefferie de Boga.

4) La question des limites territoriales entre les deux provinces sont autant de facteurs qui peuvent être considérés comme soubassement des tensions dans cette contrée et pour lesquels des réflexions approfondies avec des propositions de pistes de solution doivent être envisagées afin de sortir cette zone du bourbier des conflits multiformes qui l'accablent.



Entre Etats :

La longue frontière que partagent la RDC et l'Ouganda offre des opportunités d'un commerce florissant de part et d'autre, mais aussi des risques importants d'aggraver les conflits entre les deux Etats. Ainsi :

- 1) Les risques des conflits concernant les limites de frontières (dont le 'Cas des presqu'îles de RUKWANZI') ; les conflits entre pêcheurs Congolais et Ougandais sur les limites du lac Albert
- 2) Les opportunités offertes par la porosité de nos frontières de pratiquer la fraude, de s'approvisionner en armes de guerre pour les groupes armés et de s'infiltrer en R.D.Congo pour des éléments armés de tous bords.

5. La problématique des VSBG

La longue présence de la FRPI dans le maquis a eu des conséquences sur la question de VSBG dans le Sud Irumu. Plusieurs filles sont parties en brousse pour se marier avec les combattants de la FRPI. Plusieurs mariages ont eu lieu avec des filles de moins de 18 ans, privant ainsi ces filles de la chance de suivre l'école pour préparer leur avenir.

Les femmes ont été utilisées dans l'approvisionnement de la FRPI en munitions et différentes denrées et autres biens de première nécessité pendant qu'ils étaient encore dans le maquis.

Les femmes ont été aussi des victimes de la FRPI : victimes des viols durant les opérations de commerce, victimes des viols par les éléments de la FRPI quand elles allaient aux activités champêtres, les produits de leurs activités du commerce ont été souvent pillés. Les femmes étant les personnes qui contribuent à 70% aux moyens de survie pour la famille, ces activités de la FRPI avaient un impact très négatif sur les communautés du Sud Irumu.

Les filles et les femmes de la FRPI, ou celles vivant dans les zones sous contrôle de la FRPI, ont souvent été victimes des tracasseries, arrêtées arbitrairement par la FARDC et l'ANR.

C'est pourquoi il est très important d'associer les femmes pour qu'elles soient très impliquées dans la suite du processus de la pacification de la zone qui doit continuer avec ce projet.

b) Justification de l'intervention proposée (maximum 2,5 pages)

Se basant sur l'analyse du Contexte, tel que présenté ci – haut, le présent projet est nécessaire pour des raisons suivantes :

1. Consolider le processus de paix lancé avec les actions du projet « Pamoja Kwa Amani » en assurant un accompagnement au processus DDRR. Dans ce cadre précis, il faudra :
 - a. Assurer que les opérations DDRR se passent dans les conditions optimales. Il sera question de mettre en place des mécanismes qui permettent l'implication des communautés et des autres parties prenantes pour la réussite du processus RRR. Assurer un flux des informations de la communauté vers les acteurs RRR.
 - b. Maintenir un contact avec les éléments de la FRPI dans le processus DDRR, et leur assurer une sensibilisation tout au long du processus.
2. Eviter la création d'autres groupes armés, en accompagnant les communautés à la transformation de tous les nouveaux conflits qui surviendraient au cours du Projet ayant des effets négatifs par rapport au processus FRPI.



Les bons résultats réalisés par les activités de Dialogue Démocratique dans le projet « Pamoja Kwa Amani », seront mis à contribution pour amener les parties prenantes à mieux s'impliquer en vue d'assurer une réussite aux opérations RRR. Les comités Locaux de Sécurité communautaires mises en place par SFCG dans la zone du Projet seront mis en relation avec les Initiatives Locales de Paix pour renforcer les résultats déjà atteints dans le projet « Pamoja Kwa Amani ».

Le traitement des autres dossiers sur la dynamique « Foncier et Identité », devra capitaliser les résolutions élaborées dans le cadre des actions menées par MONUSCO CAS, et les autres acteurs comme le RHA⁸, dans le Sud Irumu plusieurs années avant. Dans ce cadre précis, nous allons citer : les résolutions du dossier Nombe par le RHA, les résolutions du dossier Walese Vonkutu par Monusco Cas, et les résolutions du dossier Koga par la Monusco Cas.

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation

Objectif spécifique 1 : « La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives ».

1. Présentation des enjeux ciblés :

Au terme du Projet « Pamoja Kwa Amani », tout le monde a noté le retour progressif de la Paix et de la sécurité dans le Sud Irumu, suite au pré cantonnement des éléments de la FRPI et aussi des avancées vers la signature d'un accord de Paix et du lancement du processus DDR/R dans le Sud Irumu. Les enjeux ciblés par le présent projet seraient donc : (1) Impliquer de façon optimale les communautés et les autres parties prenantes dans les activités RRR dans le but d'en assurer la réussite et consolider la Paix dans le sud Irumu, (2) Eviter la répétition des groupes armés dans le Sud Irumu, en traitant les conflits communautaires liés au processus RRR et qui peuvent avoir des influences négatives sur sa réussite. (3) Renforcer la collaboration entre les structures communautaires ILP, CLSP, et les autorités locales, provinciales et nationales pour la réussite du projet RRR et la pérennisation des acquis de ce processus en vue de maintenir une paix durable, gage du développement de la région du Sud Irumu.

2. Théorie du changement :

Si toutes les actions prévues dans le cadre du projet RRR/FRPI sont réalisées avec une implication optimale de toutes les parties prenantes du Sud Irumu dans un processus de Dialogue ;

⁸ RHA : Réseau Haki na Amani



Si cette implication permet d'identifier ensemble tous les problèmes et les conflits qui peuvent bloquer la bonne réalisation du projet et l'atteinte de ces résultats ;
Si toutes les parties prenantes contribuent à la recherche des solutions par rapport à ces conflits et à la mise en œuvre de ces solutions pour la réussite du RRR ;
Si les conflits complexes existant dans la région et qui ont une incidence négative sur le processus FRPI, sont identifiés, traités avec des actions qui permettent au processus d'avancer vers l'atteinte de ces résultats ;
Si tous les acteurs (société Civile et autorités locales, provinciales et nationales) sont renforcés et s'approprient le processus en vue d'assurer son succès ;
Si toute la population de la zone, est mobilisée et s'associe avec les acteurs pour la réussite du RRR dans le sud Irumu ;

Alors nous pouvons être sûrs que le Processus RRR/FRPI, va ramener la sécurité et la Paix Durable, dont le Sud Irumu a besoin pour relancer son développement.

3. Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation :

Se basant sur les acquis et les leçons apprises dans la mise œuvre du projet Pamoja Kwa Amani, la stratégie d'intervention du présent projet de Dialogue Démocratique va travailler en vue de ; consolider les acquis et s'attaquer, aux différents problèmes qui peuvent bloquer le projet RRR. Il s'agira plus de comprendre ces différents problèmes à savoir :

- Des problèmes entre les démobilisés FRPI et les communautés de retour (stigmatisation, rejet et autres) ;
- Des problèmes liés à la présence des groupes résiduels dans la communauté, Jorokpe⁹ et autres FRPI résiduels¹⁰ ;
- Des problèmes liés à l'identification des ex combattants FRPI et les bénéficiaires RRR, qui proviendront de la communauté ;
- Des problèmes de communication entre les acteurs des projets RRR, les membres des communautés et les bénéficiaires du projet qui sont : les ex combattants et dépendants, et les autres jeunes à risque de la communauté.
- Des problèmes d'implication des différentes parties prenantes à savoir ; les autorités locales ; provinciales et nationales ; les services de sécurité (FARDC, PNC, ANR et DGM) ; les acteurs de la Société Civile, des églises et la FEC (Fédération des entreprises du Congo) dans le processus RRR.
- Des problèmes liés à des saboteurs, qui peuvent à tout moment créer des complications pour faire échouer le processus.
- Autres problèmes à identifier.

A part ces problèmes liés à la mise en œuvre des projets RRR, il y a aussi des conflits complexes qui peuvent évoluer rapidement et créer un blocage à la réussite du processus RRR. Les activités du projet devraient les identifier, et rapidement avec toutes les parties prenantes les traiter,

⁹ Jorokpe : Ce sont des bandits des villages qui coopèrent avec la FRPI dans les vols de bétail. Certains sont très organisés avec leurs propres armes.

¹⁰ FRPI résiduels : Il s'agit des éléments de la FRPI, qui refusent de rejoindre le pré cantonnement et continuent à tracasser les gens dans la communauté.



afin que le processus RRR parvienne au résultat attendu.

Pour arriver à ce but ACIAR alignera ces activités comme suit :

Les Barza Communautaires qui seront réalisés dans les 10 sites des ILP ; dans la chefferie des Walendu Bindi, ainsi que dans les autres chefferies voisines, vont nous aider à identifier et prioriser, mais surtout à valider avec les parties prenantes tous les problèmes importants liés aux opérations RRR et aussi les conflits complexes qui peuvent constituer un blocage dans le processus.

Les analyses seront menées au cours **des réunions mensuelles de comité Local de suivi du processus FRPI** dans la chefferie des Lendu Bindi et au niveau des chefs-lieux des 5 autres chefferies voisines il y aura des **réunions de Cadre de Concertation pour la Paix** ; toutes ces actions auront lieu au cours du premier trimestre du projet.

L'atelier **Leadership cohésif** à réaliser à la fin du premier trimestre, nous permettra alors d'adopter, avec toutes les parties prenantes dont les acteurs des projets RRR et les acteurs politiques, la feuille de route du projet de Dialogue ; après discussions et analyses des problèmes rencontrés et des pistes des solutions proposées.

Après cet atelier qui va tracer les grandes lignes de notre travail nous aurons :

- Chaque mois, **une réunion mensuelle de comité Local du processus FRPI** de Wa Lendu Bindi au niveau de la chefferie avec tous les acteurs des projets RRR. Les représentants des tous les 6 groupements des Lendu Bindi seront présents à cette réunion.
- Une **réunion trimestrielle de Cadre de Concertation pour la paix** au niveau des autres chefferies (6 autres chefferies)

Ces deux types de réunions permettront de vérifier à la base la mise en application de la feuille des routes arrêtées à l'atelier Leadership Cohésif ; de prendre des mesures correctives là où cela s'avère nécessaire. Elles vont aussi servir à chercher des solutions aux autres problèmes qui seront identifiés plus tard dans les activités suivantes ;

- Des **missions de documentation et d'approfondissement des conflits complexes** ayant un impact sur le processus FRPI ; pour permettre aux parties prenantes de mieux comprendre les conflits. Au cours de ces missions nous allons utiliser les outils suivants pour mieux analyser les conflits à savoir ; analyse des acteurs, arbre à conflits, ligne de temps et analyse des dynamiques des conflits.
- Des **missions de médiation des conflits complexes**, pour chercher des solutions aux conflits identifiés qui peuvent bloquer le processus RRR.
- Des **missions de suivi de la mise en œuvre des résolutions des différents cadres de Dialogue** (Atelier Leadership, Cadre de Concertation de Paix et réunions mensuelles de suivi du processus)

Pendant ce même temps, nous allons aussi réaliser toutes les activités de mobilisation et renforcement des capacités des parties prenantes, en vue de leur permettre de s'impliquer de façon optimale par rapport aux activités du projet. Il s'agira des activités suivantes :

- **Renforcement des capacités des structures partenaires** : ILP, Jeunesse, femmes, autorités administratives locales, par rapport aux différentes activités de récolte des informations et suivi des bénéficiaires du projet, sensibilisation communautaire, plaidoyers et autres ; qu'ils devront réaliser au cours du Projet.



- **Appuis spécifiques par rapport à ces partenaires** afin qu'ils réalisent bien leur mandat.

Nous allons aussi réaliser toutes les activités de mobilisation des parties prenantes afin de les impliquer dans le processus de RRR /FRPI ; il s'agit de :

- **Plaidoyers** auprès des différentes autorités locales, provinciales et nationales et autres intervenants afin d'avoir leurs contributions à la réussite de ce processus.
- **Sensibilisation et mobilisation des communautés** ; dans le but d'avoir une réelle appropriation du processus à la base. Ils doivent avoir toutes les informations permettant à chacun de savoir là où il peut donner une contribution à la réussite du projet et aussi comment il pourra donner cette contribution.

Après cinq trimestres, nous allons clôturer notre cycle de Dialogue avec **la table ronde du Projet ou conférence inclusive**. Elle va permettre à toutes les parties prenantes de se réunir pour évaluer les quinze mois du Projet ; vérifier le respect de la mise en œuvre des recommandations du Leadership Cohésif ; capitaliser sur les succès réalisés et corriger les faiblesses remarquées au cours du dernier trimestre du projet.

Pour faciliter la meilleure implication des autorités gouvernementales (province), dans la réalisation des activités du projet ; nous prévoyons réaliser 3 réunions du **Comité Technique Conjoint (CTS)**, et deux missions de **Comité Technique de Suivi (CTS)**.

Les activités de suivi – Evaluation, seront aussi réalisées en vue de s'assurer de la bonne réalisation des programmes et l'atteinte des résultats prévus ; nous avons prévu ; **missions de suivi des activités** et des **missions de récolte des données des différents rapports du projet**.

Les principes du Dialogue ci – après devront être de stricte application tout au long de ce processus, nous pouvons citer :

- (a) **L'inclusivité** : toutes les parties prenantes d'une communauté doivent être équitablement représentées, impliquées et mises à contribution dans les différentes activités du projet (surtout le cas des groupes minoritaires dans la communauté).
- (b) **Le Genre** : les femmes et les jeunes ont une contribution significative à donner dans les processus de pacification, il faudra trouver comment les mettre à contribution de façon efficace.
- (c) **L'appropriation conjointe** : les conflits étant d'abord une affaire des personnes, notre rôle est de responsabiliser le plus les différentes parties prenantes dans le processus de paix dans leurs communautés.
- (d) **L'apprentissage** : Informer et former les parties prenantes pour leur permettre de bien jouer leurs rôles dans le processus de paix.
- (e) **La confiance et la réflexivité** : les parties prenantes dans le processus de Dialogue ne peuvent se sentir en confiance que si elles sont rassurées que les autres parties les écoutent et comprennent leurs revendications en se mettant en leur place.
- (f) **La subsidiarité** : les parties utilisent d'abord les solutions locales aux conflits, avant de solliciter les autorités provinciales et mêmes nationales.
- (g) **La redevabilité et l'engagement** : chaque partie prenante doit rendre compte aux autres de son engagement dans la réalisation des actions dans le processus de paix.

Dans ce travail de dialogue, l'ACIAR va s'appuyer sur les structures communautaires qui existent déjà dans la région à savoir :



- Les Initiatives de Paix (ILP) : nous allons travailler avec 20 ILP, elles seront renforcées et accompagnées en vue de rayonner dans leurs communautés avec les tâches principales suivantes : sensibiliser les communautés, Monitoring des activités du Processus FRPI et de la situation sécuritaire et des violations des Droits humains, plaidoyer auprès des autorités locales. Il est clair que les ILP qui sont dans la chefferie de Lendu Bindi, auront un accompagnement plus régulier et plus consistant que celles des 6 chefferies voisines. Chaque ILP est constituée des 12 membres dont 6 hommes et 6 femmes.
- Les comités locaux des jeunes : ces structures existent au niveau de groupement et chefferie. Ils seront toujours mis à contribution pour faciliter une bonne analyse de la situation à conflits et le plaidoyer local.
- Le bureau Genre au niveau des chefferies et secteur et les différentes associations féminines devront aussi être parmi les organisations qui vont être impliquées dans le projet.
- Les coordinations de la société Civile au niveau de la chefferie, seront aussi mises à contribution parmi nos partenaires au niveau local.

Ces partenaires locaux vont bénéficier des séances de renforcement de capacités qui vont leur permettre de bien jouer leurs rôles dans le projet.

Les autorités politico – administratives ; il s’agit surtout des chefs des localités, chefs de groupements, chef de chefferie Lendu Bindi, et les chefs des autres chefferies qui seront beaucoup sollicités pour collaborer à la réalisation des activités du Projet.

Les autres autorités administratives au niveau des chefferies, du territoire et de la province seront aussi mises à contribution pour la réalisation des activités du projet. Les comités de Sécurité au niveau des groupements, des chefferies, du territoire et de la Province sont aussi des partenaires qui seront impliqués dans la réalisation du projet, cela nous donne l’opportunité d’associer ; la FARDC, la PNC, la DGM et l’ANR à toutes les activités du projet pour être en parfaite collaboration avec ces services à tous les niveaux.

Une collaboration entre ACIAR et MONUSCO CAS va se poursuivre, pour que les résolutions arrêtées lors des activités de Dialogue avant juillet 2017, puissent être mises à contribution pour transformer les conflits complexes liés à la FRPI, que nous allons rencontrer au cours de processus. Les discussions seront menées avec CAS pour trouver comment associer les CLA sur le terrain à la réalisation de certaines activités sur le terrain.

Localisation (présentation et justification des zones ciblées par l’objectif spécifique) :

Le projet de Dialogue couvre toutes les 7 ETD de la partie Sud Irumu où ont été réalisées les activités de Dialogue Démocratique du projet Pamoja Kwa Amani avec un focus plus grand dans la chefferie de Lendu Bindi, là où le projet de Réinsertion et réintégration des éléments de la FRPI sera réalisé. Il y a aussi les autres ETD concernées : Hema - Sud, Hema Boga, Hema – Mitego, Andisoma, Nyali – Tchaby, Lese Vonkutu. Ces ETD ont été retenues pour les raisons suivantes :

- a) L’accompagnement du processus de réinsertion et de réintégration des éléments de la FRPI, qui aura lieu principalement dans la chefferie de Lendu Bindi, aura des effets sur les chefferies et secteur voisins.
- b) Le traitement des conflits complexes liés au processus FRPI, aura certainement des liens avec les ETD voisines qui ont beaucoup subi les impacts négatifs de la présence de la FRPI.

A cet effet, le présent projet sera d’abord implémenté dans la chefferie des Lendu Bindi, avec six points de contact, il s’agira des chefs-lieux des 6 groupements administratifs à savoir : Nombe (Tsiritsi), Kagaba (Zadu), Munobi (Bamuko), Aveba (Boloma), Bukiringi (bukiringi) ; Bavi



(Bavibha). Au niveau de ces 6 points il existe des ILP qui vont nous permettre un suivi régulier des indicateurs du projet sur le terrain.

En plus de ces 6 sites de contact, nous allons ajouter 6 points de contact pour les six ETD voisines ; il s'agit de : Idohu pour les Lesse Vonkutu, Nyakunde pour les Andisoma ; Kasenyi pour les Hema Sud, Mitego pour les Hemas Mitego, Boga pour les Hema Boga, Tchaby pour les Nyali Tchaby. Gety sera le site central où vont se réaliser toutes les grandes activités du Projet.

Les réunions trimestrielles de suivi des ILP vont se passer au niveau des 5 sites de concentration des ILPs qui sont :

- (a). Le Pool d'Idohu : ILP de Bwanasura, ILP de Luna, ILP d'Ofay, ILP Idohu (4)
- (b). Pool de Nyankunde : ILP Nyankunde, ILP Songolo, et ILP de Bavi (3)
- (c). Le Pool de Bogoro : ILP Bogoro, ILP Kasenyi, ILP Nyamavi, ILP Nombe, ILP Kagaba (5);
- (d). Le Pool de Gety : ILP Gety, ILP Aveba, ILP Socke (3);
- (e). Le Pool de Boga: ILP Boga, ILP Bukiringi, ILP Tchaby, ILP Mitego, ILP de Zunguluka. (5)

Ces sites de regroupement sont choisis de façon à permettre le traitement des conflits qui opposent les différentes entités proches.

Pour avoir une large consultation des communautés, les barza communautaires seront réalisés dans les 20 sites où sont implantés les ILP, à savoir ; Luna, Bwanasura, Idohu, Ofay, Nyakunde, Songolo, Socke, Bavi, Bogoro, Kasenyi, Nyamavi, Nombe, Kagaba, Gety , Aveba, Bukiringi, Mitego, Boga, Tchaby, Zunguluka,

IV. Les résultats

Résultat 1.1 : Toutes les parties prenantes (société civile, Leaders FRPI, Communautés, gouvernement congolais à tous les niveaux) s'engagent et se mobilisent pour accompagner et soutenir le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration holistique et durable des éléments FRPI.

i. Présentation générale du résultat

C'est l'unique résultat de notre projet de Dialogue Démocratique. Avec ce projet nous voulons faciliter que les opérations RRR, du processus FRPI, se réalisent dans les conditions optimales, et qu'elles entraînent une Paix réelle et durable dans le Sud Irumu, pour cela le projet devra se réaliser de la manière suivante :

En premier lieu, les activités du projet devront permettre aux différentes parties prenantes impliquées de mieux comprendre les différents problèmes qui peuvent bloquer la réussite des projet RRR, et les causes profondes des conflits complexes liés à la FRPI et les conséquences de ces conflits, à travers les approfondissements et diverses analyses. Elle permettra de dégager les premières pistes de solutions.

Les cadres de Dialogue vont faciliter la recherche des solutions durables entre les parties prenantes qui seront ensuite endossées par les autorités à différents niveaux. Cette phase est importante car elle installe l'appropriation du processus par les parties prenantes et la mise en place d'une certaine redevabilité entre les différentes parties prenantes.

Les plans d'actions inclusifs et sensibles au Genre, seront élaborés et adoptés par toutes les parties prenantes à l'issue des différents Cadres de Dialogue. Les mesures de mise en œuvre de ces plans d'actions seront aussi arrêtées, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

La paix Durable n'est possible que si des mécanismes pérennes de transformation des conflits, sont réfléchis et rendus fonctionnels par les acteurs mêmes du conflit. C'est pourquoi en se basant sur des mécanismes existants déjà dans les communautés (ILP, les coordinations de la société civile par chefferie, les groupes des jeunes et le bureau genre et associations féminines), et les autorités traditionnelles et administratives au niveau chefferie, territoire et province, nous allons, tout au long du projet, les renforcer et les opérationnaliser afin qu'elles puissent tout au



long du projet travailler pour la réussite des projets RRR même après le Projet dans le processus de transformation des principaux conflits de la région. Ces structures seront impliquées avec ACIAR, à la réalisation de la totalité des activités planifiées du projet de Dialogue.

A part les sessions de renforcement des capacités, les membres de ces structures communautaires vont profiter d'un coaching de l'ACIAR, en vue de les amener à continuer à réaliser les activités de peacebuilding même après la fin du projet.

Les activités d'engagement politique démarrent dès le lancement du Projet, d'une façon formelle, en impliquant les politiques à tous les niveaux dans la réalisation des différentes activités du Projet, et en mettant en place des activités qui les obligent à s'engager, pour permettre la bonne évolution des activités du Projet. D'une façon informelle, il y aura des contacts réguliers qui permettent de discuter avec les décideurs politiques et administratifs à différents niveaux de l'évolution des activités du projet et les obligent de s'engager davantage. Ces activités sont très importantes car elles installent une certaine « **Redevabilité** » entre les acteurs politiques et les autres parties prenantes au processus.

A travers un plan de communication, les actions de sensibilisations serviront à mobiliser les communautés par rapport aux résultats de dialogue, afin que tout le monde se les approprie.

Une attention particulière sera portée sur le Genre dans la réalisation de ces activités, pour que notre stratégie Genre, présentée dans les autres parties de ce document soit réellement mise en application dans le but de permettre que tout ce processus de « Processus de Peacebuilding » se réalise avec une participation active de la femme, et aussi en cherchant la résolution effective de ces problèmes.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les résultats des activités du Projet, devront bénéficier d'une façon globale à toute la population vivant dans le sud Irumu évaluée maintenant à 450.000 personnes. Mais dans sa réalisation le projet cible les bénéficiaires ci – après :

- 80 personnes dans les ateliers de présentation du Projet.
- 1000 personnes prévues par participer aux consultations à travers les barza communautaires dans 20 sites ;
- 60 personnes participent aux réunions mensuelles de suivi de l'Accord ;
- 180 personnes participent aux réunions de Cadre de concertation pour la Paix au niveau des six ETD
- 100 personnes participent aux réunions trimestrielles de suivi des ILP.
- 200 personnes avec les approfondissements et documentation des conflits.
- 100 personnes pour les tables rondes ou conférence inclusive ;
- 350 personnes touchées par les médiations des conflits complexes.
- 100 personnes pour la session de leadership cohésif ;
- Environ 100 personnes sont visées par le plaidoyer au niveau provincial, membres des Assemblées Provinciales et gouvernement provincial et certains services provinciaux.
- Près de 50 personnes visées par le plaidoyer au niveau National, Assemblée Nationale et gouvernement National.
- 30 personnes à l'atelier d'appropriation du projet par les agents ACIAR;
- 200 personnes aux sessions de renforcement des capacités des membres des ILP et autres structures de Dialogue ;
- 240 membres ILP, bénéficiaires des équipements ILP, pour faire le travail ;



- 60 leaders communautaires, vont participer aux ateliers d'élaboration des messages de sensibilisation ;
- 450.000 personnes sont visées par les messages de sensibilisation qui seront diffusés dans la zone du Projet, par la radio et les membres des structures communautaires.
- Une population d'environ 500.000 personnes sera touchée par les activités du Projet environ 80% de la population du Sud Irumu

Les parties prenantes suivantes seront touchées par ces activités :

- Les autorités locales (AT, chefs de Chefferie, Chef de Groupement et Chef des localités ou villages ;
- Les représentants des services de sécurité dans la zone (FARDC, PNC, ANR, DGM, etc.) ;
- Les responsables des services étatiques au niveau local (Enseignement, santé, Genre et Famille, plan, etc.) ;
- Les responsables locaux des organisations de la Société Civile (les associations des femmes, les groupements agricoles, les ILP/NPM, les églises locales, les associations des jeunes, les associations culturelles, les mutuelles diverses, les représentants des mutuelles communautaires, etc.).
- Certains membres du Gouvernement provincial et des représentants de l'Assemblée provinciale ;
- Les membres de comité de sécurité au niveau du territoire et aussi provincial ;
- Les leaders de la FEC, et certaines personnalités leaders dans les communautés

iii. Produits

Produit 1.1. Les conflits liés à la FRPI et les problématiques liés à sa démobilisation sont bien identifiés, analysés et documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées

A.1.1.1.1. Atelier de présentation du projet : Il s'agit d'organiser à Bunia et à Gety des ateliers de présentation du projet aux autorités et principaux leaders de la Société Civile.

A.1.1.1.2. Les Barza communautaires : Il s'agit des grandes rencontres, qui réunissent autour de 100 personnes, elles permettent entre autres : (i) de libérer la parole de tous les participants et de s'exprimer sur les problèmes qui pourront bloquer la réussite des projets RRR, qui vont être réalisés, (ii) de sélectionner et valider les problèmes prioritaires identifiés, (iii) de passer aux communautés des informations importantes concernant les projets RRR qui seront réalisés et la place des activités de Dialogue. Les Barza communautaires seront organisés, dans les 10 sites des ILP.

A.1.1.1.3. La réunion mensuelle de comité de suivi du processus FRPI au niveau de la chefferie ; Cette réunion sera réalisée au niveau de Gety avec les représentants des six groupements, le comité de sécurité au niveau de la chefferie et les représentants des acteurs des projets RRR. C'est une réunion qui va s'occuper de monitoring des activités RRR, présenter les activités réalisées, les problèmes rencontrés, et formuler des recommandations dans le but de la recherche des solutions. Elle va s'occuper aussi de l'évaluation de la mise en œuvre des différentes recommandations formulées lors des réunions passées.

A.1.1.1.4. Les Réunions trimestrielles de Coordinations des ILP et autres structures locales : Il s'agit des réunions aux cours desquelles ACIAR avec les structures locales analysent la situation du contexte, avec accent particulier sur l'évolution du Programme de Réinsertion et de réintégration FRPI et le suivi des autres conflits complexes ayant des liens avec la FRPI identifiés lors des barza. Un rapport des activités des ILP et du monitoring du terrain est échangé et des recommandations arrêtées pour le travail des trois mois suivants. Cette réunion a lieu au niveau des 5 sites de rassemblement des ILP que nous appelons les coordinations. Au cours de ces réunions ACIAR va aussi travailler sur les structures ILP pour améliorer leur fonctionnement et performance sur le terrain. Ainsi des critères de performance seront proposés pour s'assurer de la capacité des ILPs.



A.1.1.1.5. Documentation et approfondissement des conflits retenus dans la session Leadership ; des Recherches Actions Participées (RAP), seront organisées pour mieux comprendre les conflits identifiés. Il s'agit des analyses des acteurs, des analyses des causes et conséquences des conflits, de la ligne de temps et de l'analyse des dynamiques de conflits. Tous ces éléments permettront de mieux comprendre les conflits identifiés, les liens et les impacts sur le processus RRR de la FRPI, et de proposer des pistes de solutions. Ces documentations peuvent aussi concerner les nouveaux conflits identifiés dans les réunions de coordinations des ILP. Ces analyses seront réalisées à travers des focus group et les interviews avec les acteurs clés des conflits.

Produit 1.1.2: Les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux.

Activité 1.1.2.1. : Réunions trimestrielles de Cadre de Concertation pour la Paix; au niveau des 5 sites de regroupement des ILP. (CCP) : ces réunions servent aux autorités locales, surtout les membres de comité de sécurité (niveau chefferie) de travailler avec les représentants de la Société Civile, les membres des ILP, la jeunesse, les responsables genre, sur les principaux conflits et autres problèmes identifiés dans les réunions de coordination. Ensemble ils cherchent les pistes de solutions et les moyens de mise en œuvre. Ces réunions constituent des occasions de rapprochement entre les responsables de la société civile et les autorités, mais plus aussi le rapprochement entre les membres des différentes communautés en réunion.

Activité 1.1.2.2 : Médiation des conflits complexes à la base, il est prévu des médiations pour les conflits qui ont fait l'objet des documentations. Cette rencontre entre les parties en conflit en présence des autorités du territoire et si nécessaires au niveau provincial et autres, cherche des solutions durables entre les parties en conflit, dans le respect des lois de la république.

Activité 1.1.2.3 : Suivi de la mise en œuvre des accords spécifiques obtenus dans le processus du Dialogue : les activités seront menées pour accompagner la mise en œuvre des diverses résolutions visant la résolution des différents problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des réunions RRR et aussi à transformer les conflits complexes liés au processus FRPI réglés sur le terrain.

Produit 1.1.3: Les structures communautaires (ILP, NPM, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont bien redynamisés, fonctionnelles et capable de soutenir la population to améliore la social cohésion, prévention e résolution des conflit

A.1.1.3.1. : Atelier d'appropriation du projet par les agents ACIAR : C'est la première activité du projet, il s'agit d'un atelier des 3 jours pour expliquer aux agents recrutés pour la réalisation des activités du projet. Expliquer le projet sur les points ci – après ; (1) le contexte, la justification et les objectifs. (2) Les activités prévues pour réaliser les résultats prévus. (4) Les moyens prévus pour la réalisation de ces activités. (5) Elaborer les outils pour la production des rapports du Projet et le système de rapportage.

A.1.1.3.2 : Identification des structures communautaires de dialogue/transformation des conflits (y inclus associations de femmes) et analyse de leurs capacités. Pour la structure ILP, nous devons renouveler les mandats des membres de ces structures dans le premier barza qui sera réalisé. Pour les autres structures, nous allons les identifier et les valider avec les autorités locales.



A.1.1.3.4 : Session de renforcement des capacités des structures communautaires de dialogue : Une session de 4 jours sera organisée pour former les responsables des structures par rapport aux principales tâches qu'ils devront exécuter dans le projet. 4 personnes seront formées dans les ILP dont 2 hommes et 2 femmes. Les autres personnalités : Socit, responsables des jeunes, les mamans Genre chefferie, etc.

A.1.1.3.5 : Appuis spécifiques aux structures communautaires de dialogue (petit équipement, etc.) ; (ex : institutionnalisation des structures de Dialogue (ILP, CCP) ; Il s'agira de finaliser le travail du projet Pamoja Kwa Amani, en dotant les salles de réunion construites des équipements adéquats. Nous pourrions aussi construire quelques salles de réunions là où les ILP n'en n'ont pas. Un accompagnement institutionnel aussi sera fait en dotant les ILP et CCP des documents officiels permettant leurs fonctionnements.

Produit 1.1.4 : Plans d'actions communautaires sur la résolution des conflits liés à la FRPI bien structurés sont signés par toutes les parties prenantes

A.1.1.4.1 : L'atelier Leadership ; un atelier des 5 jours, réalisée à Bunia, autour des 100 personnes (leaders communautaires, politiques, religieux et sociaux) vont analyser la situation recueillie des barza communautaires, et élaborer une feuille de route pour les principales actions du projet. C'est une réunion qui a un grand impact dans le processus d'engagement politique des acteurs par rapport au projet.

Activité 1.1.4.2 : Réunions de table ronde au niveau du territoire : il est prévu deux tables rondes ou conférence inclusive. Une première au mi projet permet d'évaluer les avancées du projet du Dialogue avec tous les représentants des bénéficiaires et le traitement des problèmes qui n'ont pas eu des solutions au niveau du territoire. A la table ronde ces problèmes sont portés au niveau provincial. La réunion sera sous la modération des institutions provinciales.

Activité 1.1.4.3 : Réunions de plaidoyer à différents niveaux et selon le besoin (Provincial, National et autres) : les résolutions sorties des différents cadres de dialogue à savoir, les Cadres de Concertations pour la paix, et les tables rondes, vont entraîner des actions de plaidoyer à mener à plusieurs niveaux, local, provincial et même national si nécessaire.

Produit 1.1.5 : COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle pour soutenir le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et réintégration holistique et durable des éléments FRPI

A.1.1.5.1: Les réunions du Comité technique Conjoint (CTC) : c'est un mécanisme créer par le Starec pour présenter aux autorités provinciales (membres du gouvernement provincial, les membres de l'Assemblée provinciale, les membres du comité de sécurité élargi de la province), et les autorités au niveau du territoire, le contenu du Projet et les différentes activités réalisées dans ce cadre à ce jour. Ces réunions permettent l'élaboration d'un COMPACT, et le suivi de sa mise en application.

A.1.1.5.2: Les missions de Comité Technique de Suivi (CTS) : Ces missions permettent aux autorités de vérifier la réalisation des activités prévues du projet sur le terrain.

Produit 1.1.6 : Plan de communication est formulé et fonctionnel



A.1.1.6.1: Atelier d'élaboration des messages de sensibilisation : Avec 30 leaders communautaires dont 15 femmes de la zone, nous allons élaborer des messages de sensibilisation à passer dans les communautés pour que tout le monde soit bien informé des avancées du projet. Par rapport aux thèmes en discussion dans le dialogue, des thèmes spécifiques destinés à l'implication des femmes seront aussi traités. Deux ateliers sont prévus au cours du projet donc un atelier par cycle de dialogue de ce projet.

A.1.2.2.2 : Produire des outils de sensibilisation ; nous allons produire des Dépliants, des posters, banderoles et autres outils avec les messages élaborés.

A.1.2.2.3 : Diffuser des messages de sensibilisation à travers les structures communautaires de dialogue ; ces outils produits seront utilisés par les leaders communautaires pour passer les messages dans les communautés.

A.1.2.2.4 : Diffuser des messages de sensibilisation à travers les radios communautaires ; les radios locales seront aussi mise en contribution pour la diffusion à grande échelle des messages de sensibilisation au niveau des communautés.

V. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique :

De notre expérience dans le projet Pamoja kwa Amani, des avancées significatives ont été faites par rapport à l'intégration du genre dans les activités du dialogue démocratique. Au cours de ce projet, nous allons continuer dans la même lancée en apportant des améliorations significatives. En ce qui concerne la participation de la femme dans les activités de Dialogue parmi les animateurs qui vont accompagner le projet, nous allons maintenir l'objectif de 50% des femmes ; parmi les membres des structures communautaires (ILP), 50% des femmes également. Au cours de ce projet, nous aurons à améliorer la présence des représentants du bureau Genre au niveau des chefferies et les représentantes des associations féminines. Parmi les représentants du conseil des jeunes par chefferie, nous allons exiger une représentation de 50% des femmes. Nous allons maintenir notre politique expérimentée dans le projet Pamoja kwa Amani, qui consiste à la participation de la femme à au moins 30% pour les activités de grande mobilisation communautaire ; par rapport aux activités de renforcement de capacités, nous aurons la participation de la femme à au moins 50% ; dans les activités comme le plaidoyer visant des institutions où les femmes sont faiblement représentées, nous proposons la participation des femmes à au moins 15%.

Par rapport aux différentes activités à mener, nous allons mettre en place une méthodologie qui permet à la femme de jouer un rôle actif dans les activités, comme modérateur des groupes ou rapporteur, afin de leur permettre de se qualifier dans le travail. Dans les réunions des grands groupes comme barza communautaire, nous allons créer des carrefours des femmes pour libérer leurs paroles et permettre aux sensibilités des femmes de s'exprimer par rapport aux résolutions qui seront formulées.

Durant tout le projet, nous allons réfléchir sur les conditions particulières qui peuvent motiver une meilleure participation des femmes à nos activités.

Quant aux thèmes développés dans le dialogue démocratique, un effort sera fourni pour que dans chaque cycle de dialogue, un thème spécifique lié aux femmes soit développé et qu'il permette ainsi aux femmes de se sentir très concernées par les activités de peace building et la sensibilisation soit menée de façon efficace dans ce cadre-là.

Nous nous engageons aussi dans nos différents la désagrégation des données liées à la participation aux activités pour permettre de ressortir clairement la participation des femmes, des jeunes ainsi que la participation des groupes minoritaires dans toutes nos activités.



Nous visons donc à travers le projet, une capacitation progressive des femmes pour les rendre des personnes ressources incontournables dans les projets de peace building dans la région.

VI. L'articulation (stratégique et opérationnelle) du projet de Dialogue avec les projets de Réinsertion et réintégration des éléments FRPI :

D'une façon stratégique, notre projet sert à créer des conditions qui facilitent la réinsertion et la réintégration des éléments FRPI dans les communautés. Il vise à assurer que les ex combattants FRPI se réintègrent bien dans la communauté et ne soient pas tentés de rentrer en brousse et recréer un nouveau groupe armé. C'est pourquoi le premier rôle de notre projet est d'informer les ex combattants et les membres de la communauté de ce qui sera fait dans les projets de réinsertion et réintégration. Le projet va profiter de ces divers canaux de dialogue pour passer l'information sur le projet de réinsertion et de réintégration.

Le projet aura également le rôle de créer des cadres de concertation régulière entre les projets, les communautés et les ex combattants, pour débattre les problèmes ou conflits qui peuvent survenir et proposer des solutions.

D'une façon opérationnelle, les mécanismes suivants seront mis à contribution au cours du projet:

- Les structures communautaires (ILP, jeunesse, Genre), qui sont dans les communautés pourront mener un monitoring permanent de l'évolution des activités du projet de réinsertion et de réintégration et en faire rapport à l'ACIAR pour qu'il soit partagé aux acteurs du Projet ;
- Les barza communautaires sont les cadres à travers lesquels les informations peuvent passer vers les communautés et leurs feed back récoltés aussi.
- Les réunions de coordination des ILP, peuvent permettre aussi de récolter les éventuels problèmes qui existent dans les communautés par rapport aux Ex combattants FRPI ;
- Les CCP sont des cadres de discussions qui peuvent permettre de débattre sur les problèmes et proposer des solutions.
- Les mécanismes de sensibilisation que nous allons mettre en place dans le projet vont servir à passer les messages des projets de réinsertion et réintégration des ex FRPI dans les communautés.

En plus de cela nous allons créer un mécanisme de Coordination avec le projet RRR qui sera constitué de :

- Une réunion de Coordination pour échange des informations une fois par mois avec les acteurs du projet RRR, pour harmoniser les interventions.
- Une réunion mensuelle de coordination avec les acteurs de deux projets et aussi toutes les autres parties prenantes du processus FRPI, dont les représentants de la FRPI, les représentants des communautés, les autorités locales, etc. . Cela s'appelle la réunion mensuelle de suivi du Processus FRPI au niveau de la chefferie.

ACIAR va rester prêt à participer dans tout autre mécanisme de concertation qui permettra au projet de Dialogue de soutenir de façon optimale le mécanisme RRR.

b) Stratégie d'intervention et opérationnalisation



La stratégie d'opérationnalisation du projet sera basée sur la cartographie comprenant les 7 chefferies, les 20 ILP qui sont nos partenaires et qui doivent être touchés par le projet, et aussi les 5 pools qui constituent des points de rencontres et de partage pour les 7 chefs et les structures partenaires qui y opèrent.

Les barza communautaires vont toucher 10 sites, repartis dans les 7 chefferies, avec une grande concentration dans la chefferie walendu Bindi (5 ; Gety, Nombe, Aveba, Bukiringi, Bavi), Mitego et Boga à Boga, Banyali Tchaby (1, Tchaby), Bahema Sud (2, Bogoro et Kasenyi), Andisoma (1, Nyakunde), Lese Vonkutu (1, Bwanasura),

Tandis que les documentations et les médiations vont se réaliser au siège de l'ILP qui a posé le problème parmi les 20 retenus. Cela permettra aux équipes du projet d'aller plus loin pour visiter les localités ou villages concernés et les différents acteurs de conflits.

Les membres des ILP, vont visiter les villages environnants de leurs sites pour la sensibilisation de la population locale, par rapport aux thèmes retenus. Ces thèmes vont aussi être propagés par la voie des ondes, pour ainsi toucher un grand nombre des populations de la zone Sud – Irumu.

c) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation (max. 2 pages)

Le travail d'engagement politique, est fait plus dans un cadre informel mais nous pouvons le retrouver les principaux moments ci – après :

- Dès l'atelier de présentation du projet à Bunia, nous allons identifier toutes les personnes qui ont une influence soit positive ou négative par rapport aux résultats du projet. Par des contacts informels nous aurons les noms des hommes politiques de la région pour les inviter à l'atelier de présentation du projet.
- A la phase des barza communautaires, les responsables administratifs locaux, les chefs de chefferies et secteurs, les chefs de groupements, les responsables des services de sécurité, les responsables religieux locaux, les responsables des associations des femmes et les députés provinciaux et nationaux qui se trouvent au niveau des sites seront contactés et mise en contribution pour cette étape de consultation et mobilisation communautaire pour le projet.
- A la session de Leadership Cohésif, voilà encore une occasion d'identifier les personnalités clés au niveau local et provincial pour les impliquer à l'analyse de la situation et les impliquer politiquement dans l'identification des principales problématiques à traiter et élaboration d'une feuille route en impliquant les acteurs politiques dans sa réalisation
- Les Cadres de concertation pour la Paix sont des mécanismes où au niveau local, seront impliqués les autorités des chefferies et du territoire selon le cas et certaines personnalités politiques administratives et politique au niveau même de la province pour contribuer à la résolution des certaines problématiques clés.
- Les médiations sont aussi des occasions d'impliquer les responsables administratifs et politiques locaux et au niveau provincial pour la transformation des conflits spécifiques au niveau de la base.
- Les tables rondes sont aussi une occasion d'impliquer les autorités administratives et politiques du niveau de la province, les associer à ceux du niveau local pour contribuer à la transformation des problèmes et conflits existants dans la région.
- Avec le plaidoyer nous allons réaliser des actions spécifiques, avec certaines personnalités, politiques, administratives, sécuritaires à différents niveaux pour les amener à prendre des décisions contribuant à la transformation des conflits de la région.

Pour bien mener ce travail, il faut élaborer un mapping des acteurs politiques, administratifs, sécuritaires, et autres personnalités clés qui seront mis à contribution pour la transformation des conflits de la région. Cette liste doit être mise à jour à chaque étape du projet car elle est vraiment dynamique, en se basant sur l'évolution du contexte et aussi les différentes étapes des actions du projet.



d) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

Tout notre système de travail est basé sur un renforcement des capacités permanent des institutions locales avec qui nous travaillons, elles sont renforcées en capacités dans toutes les activités. Ainsi les ILP, bureau de la jeunesse au niveau de la chefferie, le bureau genre et les institutions féminines, les coordinations de la Socit au niveaux des chefferies et secteur, vont être coachés durant toute la vie du projet aux différentes techniques d'identification des problèmes, de leurs analyses, les voies de transformations des conflits dans les communautés. Elles deviennent comme cela avec le temps des personnes ressources pour les communautés dans ce domaine précis.

C'est pourquoi dans le projet Pamoja kwa Amani nous avons construit des bureaux et salle de réunions pour ces mécanismes pour pérenniser leur présence dans la communauté et les rendre visibles. Au cours de cette phase du projet nous allons les équiper et leur apporter un appui institutionnel avec des documents officiels qui reconnaissent les ILP comme mécanisme local de transformation des conflits et de pacification reconnu au niveau provincial.

Au niveau des institutions étatiques locales, leur implication dans la réalisation de toutes les activités du projet du début à la fin, du niveau local, provincial et même national vise à leur faire comprendre que la transformation des conflits est d'abord de la responsabilité de l'autorité étatique. C'est à elle qu'il appartient d'améliorer sa politique, ses lois et des différents modes de fonctionnement pour qu'il y ait moins des conflits dans la communauté. Pour réussir dans cette mission, l'état doit :

- Travailler de façon continue en synergie avec sa communauté à travers les acteurs de la société civile, pour le cas à la base, les ILP, les associations féminines, les groupes de la jeunesse et autres associations et ONG;
- L'état doit aussi s'impliquer à mobiliser les moyens et à adapter ses différentes lois et règles de fonctionnement pour mieux transformer les conflits qui existent dans la région.

Nous pensons donc réaliser l'ancrage institutionnel dans le coaching au niveau des organisations de la société civile et le plaidoyer continue durant toute la vie du projet au niveau des institutions de l'état du niveau local, provincial ainsi que national, afin que chacun joue pleinement son rôle dans la contribution du retour à la paix durable dans le sud Irumu et Ituri en général.

Si à travers les activités du projet ; l'état, par le biais de ses différentes institutions jusqu'à la base, comprend bien son rôle à jouer dans la transformation des conflits ; et si les acteurs de la Société civile aussi comprennent leurs rôles dans la transformation des conflits ; et si les deux parties comprennent mieux la nécessité d'une synergie pour la paix, alors l'encrage institutionnel / la durabilité de notre stratégie sera assurée. Nous allons travailler avec une pédagogie qui entraîne le fait que les parties s'approprient notre vision pendant les 18 mois, c'est le coaching.

IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales



1. Capacités organisationnelles et managériales :

Depuis 2015, ACIAR travaille spécifiquement avec le Starec/ISSSS et il a travaillé dans le cadre des projets suivants :

- Projet IRF Mambasa « Amani ni Njia ya Maendeleo; PBSO: 590.000 \$ US
- Projet IRF II Mambasa « Amani ni Njia ya Maendeleo; FCS: 249.000 \$ US
- Projet « Pamoja Kwa Amani », Sud Irumu; FCS : 1.115. 000 \$ US

ACIAR travaille avec une équipe de 10 agents personnels à temps pleins de l'organisation; Chargé de Programme, Chargé de Suivi – Évaluation, Assistant financier, Assistant Administratif, Logisticien, Caissière, 3 chauffeurs et le Coordinateur.

Les agents du programme sont recrutés selon le projet avec des contrats à durée déterminée calquée sur la durée des projets.

ACIAR va recruter les animateurs et les agents de recherche du projet : 7 nouvelles personnes seront engagées dont 3 animateurs, 3 agents de recherche, deux chauffeurs

Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

ACIAR va diriger le projet à partir de son siège de Bunia. ACIAR dispose de 5 véhicules tout terrain et 6 motos, qui seront mobilisés pour soutenir les activités du Projet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique.

Appui à la Communication Interculturelle et à l'Autopromotion Rurale; est une des plus ancienne ONG de l'Ituri. Fondée en 1994, elle a cultivé au fil de temps une solide expérience dans l'animation des communautés et la formation des associations Locales de Développement dans le Nord – Est de la RDC (Ituri, Nord – Kivu et Haut – Uélé). Depuis 2003, ACIAR a participé activement dans l'animation des projets liés à la Pacification de la Région comme; Le DDR avec le PNUD et le BIT; Le rapprochement entre les communautés, la problématique foncière, la Gouvernance des Ressources Naturelles et la Gouvernance locale, avec les différents projets du RHA; les projets de Justice Transitionnelle avec le Fonds au Profit des Victimes de la Cour Pénale Internationale. ACIAR possède aussi une bonne expérience dans des domaines comme, les microfinances, les preuves sont encore présentes dans le territoire de Mambasa et dans le Sud Irumu. Nous avons aussi plusieurs projets avec les Activités Génératrices de Revenus, dans les projets DDRR et le projet de lutte contre les violences Sexuelles. ACIAR possède une bonne connaissance du contexte de l'Ituri de ses évolutions et de ses différents acteurs, ayant intervenu sur tous les 5 territoires de l'Ituri durant une période assez longue. Avec l'expérience de Mambasa dans le projet « Amani ni Njia ya Maendeleo », et l'expérience du sud Irumu « Projet Pamoja kwa Amani », ACIAR possède des atouts importants dans le domaine de Dialogue Démocratique pour réaliser les activités du Dialogue démocratique dans le cadre du prochain projet DDR.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.



Le siège social de l'ACIAR est à Bunia, avec une possibilité d'opérationnaliser des projets partout en Ituri et si possible des bases opérationnelles pour les territoires de Mahagi et d'Aru.



V. Gestion et coordination

a) Gestion et coordination du projet

Etant seul dans le Dialogue Démocratique, ACIAR va appliquer ses mécanismes internes de coordination pour les activités du projet. A cela va s'ajouter les mécanismes de coordination avec les autres projets du système Starec/ISSSS.

Comme mécanisme de coordination interne nous avons principalement les suivantes qui nous permettent d'assurer un suivi régulier des activités du projet :

- Les réunions hebdomadaires du staff ACIAR, elles permettent d'opérationnaliser le plan des activités mensuelles et de faire un suivi – évaluation de leur mise en œuvre. Les réunions hebdomadaires permettent de rendre compte des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des activités et de suivi et évaluation. C'est un cadre où les difficultés rencontrées sont discutées en vue d'une solution pour permettre une planification pour les jours à venir
- Les réunions mensuelles de coordination, qui permettent un suivi et une nouvelle planification mensuelle des activités.
- Les réunions de réflexion critique sur les interventions après la collecte des informations par l'équipe de Suivi et Evaluation en vue d'une réorientation et de nouvelles stratégies
- Des auto – évaluations internes semestrielles des activités des projets.

Nous pourrions ajouter à cela, les autres réunions de coordination suivantes :

- Les réunions mensuelles de coordination avec les acteurs du projet DDR ;
- La réunion mensuelle du groupe de travail Stabilisation ;
- ACIAR reste prêt à participer aux autres mécanismes de coordination pour apprendre des autres, comme le groupe de travail Suivi – Evaluation et le groupe de travail genre, selon la nécessité, si ces groupes continuent à exister après le projet Pamoja kwa Amani.

Dans le cadre du présent projet avec l'appui du Starec, ACIAR reste va organiser des réunions du Comité Technique Conjoint (CTC) et des missions du Comité Technique de Suivi des activités du Projet.

Nous allons continuer notre collaboration pour la coordination avec les sections intéressées de la Monusco, il s'agit ici principalement de :

- CAS ; nous allons avoir une grande collaboration car les principaux conflits qui peuvent être traités maintenant, ont déjà été traités par le CAS. Dans ce cadre nous devons échanger des informations pour travailler sur la base des acquis déjà obtenus par leurs actions.
- Nous restons prêts à continuer à collaborer avec les sections Genre, Droits Humains, Child protection, Affaires politiques, communication et DDRRR de la Monusco, si cela est nécessaire et apporte une valeur ajoutée à notre travail de part et d'autres.

ACIAR est disposé selon les moyens et le temps à participer à tout autre Groupe de travail provincial avec les autres intervenants, si cela est dans l'intérêt du projet et si cela ne va pas à l'encontre de ses principes et valeurs.

b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

(voir l'annexe 3).

c) Suivi et évaluation

Le Suivi et évaluation étant un moyen de mesurer et d'évaluer systématiquement et en continu les activités et les résultats d'une intervention, il permet de vérifier l'avancement de la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs fixés. Ainsi il doit surveiller continuellement l'exécution de l'intervention en vue de l'adapter à la réalité dynamique.



Ainsi dès la conception du projet, le Chargé de Suivi et Évaluation collabore avec l'équipe de programme et va collaborer avec l'équipe de Suivi et Évaluation de SSU pour intégrer les indicateurs de performance SSU dans le cadre logique du projet.

Dans le cadre de ce projet, dès le début, lors de l'atelier d'appropriation du projet, le Chargé de Suivi et Évaluation va planifier en collaboration avec le personnel impliqué dans la mise en œuvre du projet les différentes activités qui seront organisées dans le cadre du Suivi et Évaluation. Il va aider le personnel projet à comprendre la logique d'intervention du projet à partir du cadre logique afin d'avoir tout le temps à l'esprit les objectifs que visent les activités qui sont réalisées.

Ainsi un plan de Suivi et Évaluation sera élaboré en fonction de chronogramme des activités ainsi qu'un plan de collecte et d'analyse des données.

Au cours de l'exécution des activités, le Chargé de Suivi et Évaluation fera le suivi opérationnel des activités (certaines activités clés qui seront ciblées) afin de vérifier si elles sont réalisées telles que prévues et si les stratégies mises en place permettent d'atteindre les objectifs fixés.

Après chaque mission de Suivi et Évaluation, une réunion de réflexion critique sur l'intervention sera organisée avec le personnel du projet, le chargé de programme et le Coordinateur du projet pour examiner s'il est nécessaire ou pas de réadapter la stratégie.

Après chaque semestre, le chargé de Suivi et Évaluation va organiser une mission de collecte des données pour le Suivi des indicateurs afin de l'aider à rédiger le rapport semestriel qui renseigne sur les progrès réalisés à travers la mise en œuvre des activités. Cette collecte des données sera faite de manière systématique auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet sur toute la zone d'intervention selon les méthodologies adaptées à chaque indicateur.

Pour cette activité, deux ou trois enquêteurs seront recrutés pour un travail de 15 jours sur terrain. Ils seront d'abord coachés par le Chargé de Suivi et Évaluation par rapport aux outils qui seront utilisés et la méthodologie. Dès qu'ils auront remis les données, leur contrat prendra fin.

Les informations reçues lors de cette collecte des données seront également partagées et critiquées avec l'équipe de programme afin de permettre un réajustement dans la stratégie de la mise en œuvre là où c'est nécessaire.

Le chargé de suivi et évaluation va également participer aux missions de CTS afin de recueillir les recommandations issues de ces missions et d'aider à leur mise en œuvre.

Il va aussi participer activement dans les auto évaluations du projet.

Enfin, le chargé de suivi et évaluation va appuyer toute l'équipe de l'administration et finances à respecter les différentes procédures telles que prévues dans le Manuel de procédures de l'organisation telles que les procédures de recrutement du personnel, la passation de marché, la gestion financière. Il vérifiera si ces procédures sont bien suivies.

Faute des moyens financiers, une étude de base du projet ne sera pas réalisée. Le projet pourra profiter de l'étude de base réalisée dans le cadre des activités RRR, pour récolter certaines données de base au cas où cela sera possible.

Le cadre logique détaillé

Voir annexe 3

d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC

ACIAR va assurer la mise en place de toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du projet financé par le Fonds de Cohérence. Il s'agit pratiquement de :

- Au cours de toutes les activités du Projet on devra rappeler aux bénéficiaires, que ce projet est réalisé grâce à l'appui du Starec/ISSSS ;
- Les informations reçues par la presse, les bénéficiaires, les autorités, ainsi que tous les autres produits de visibilité et communication (rapports, publications) feront mention de l'origine des fonds.



- Pendant la mise en œuvre, ACIAR s'engage à récolter les bonnes pratiques du projet pour des finalités de partage et diffusion, en soulignant la contribution de STAREC/ISSSS aux changements positifs intervenus au sein des communautés du Sud Irumu.

e) Budget

(voir l'annexe 8).

Il s'agira notamment de :

1. Fournir une répartition équilibrée des coûts prévus qui sont nécessaires pour exécuter les activités et atteindre les objectifs du projet, en respectant les ratios et les clés de répartition fixées dans les lignes directrices budgétaires.
2. Utiliser et respecter les modèles de budget du FCS et les conseils fournis.
3. Fournir, dans le **budget détaillé** (voir le canevas en annexe 7), une description narrative synthétique et claire pour chacune des lignes budgétaires (i.e. présentation de l'article budgétaire et de la structure/contenu des coûts budgétés).
4. Les organisations soumissionnaires présenteront, outre leur budget détaillé, une **note narrative** de présentation et de justification de certains coûts budgétés. la note narrative comprendra :
 - a. La liste du personnel (organisations soumissionnaires + organisations locales partenaires) en distinguant le personnel lié aux activités et le personnel de soutien : poste, brève description des rôles et des tâches, lieu d'affectation (+ préciser « disponible » ou « à recruter »).
 - b. Un listing des financements de l'organisation lead (au niveau national) et une justification des proportions budgétisées pour le personnel budgétés à temps partiel.
 - c. M&E : une synthèse de la stratégie de suivi et évaluation, une présentation du budget total alloué au suivi et évaluation (maximum 5% du budget total : voir point 6) et une brève description des ressources budgétisées (personnel, frais de mission, expertise externe, etc.).
 - d. Une synthèse de la répartition des coûts alloués aux différentes organisations de mise en oeuvre (membres des consortiums et organisations locales partenaires y compris).
 - e. Si l'organisation budgétise un véhicule (voir supra): une justification narrative (en quoi est-ce indispensable à l'exécution du projet ?) et une explication de l'utilisation qui sera faite du véhicule après projet.
5. Les organisations soumissionnaires présenteront également un **budget récapitulatif** (voir le canevas en annexe 7), structuré sur base des 7 catégories de dépenses suivantes. Personnel et autres employés/ Fournitures, produits de base, matériels/ Equipements, véhicules et mobilier/ Services Contractuels/ Frais de déplacement/ Transferts et subventions/ Frais généraux de fonctionnement et autres couts directs. L'ensemble des coûts présentés dans le budget détaillé doit être intégré dans l'une de ces 7 catégories. En ce qui concerne la ligne budgétaire « personnel », elle inclura l'ensemble des coûts de personnel (personnel liés aux activités et personnel de soutien).
6. Chaque projet doit assurer que 15 pour cent des fonds devrait être consacrée pour répondre aux besoins spécifiques des femmes ou des filles, promouvoir l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes. Cela doit être reflété dans le budget par activité ainsi que la section narrative qui l'accompagne. Un budget qui ne répond pas aux exigences ne sera considéré par le Secrétariat (Pour plus d'informations, voir en annexe 9 « lignes directrices pour l'intégration du genre dans les programmes de stabilisation).



VI. ANNEXES

ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitulé du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
PAX	Projet CISPE « Pamoja Unawezekana »	- Accompagnement des ILP et NPM ; - Transformation des conflits dans les chefferies de Mobala, Andisoma, Bahema D'Irumu et Basili.	Complémentarité des activités pour éviter la répétition.
CAS MONUSCO	MONUSCO	Dialogue avec le traitement des certains conflits complexés dans le Sud Irumu..	Se baser sur les recommandations des Dialogue réalisés pour poursuivre les activités.
ACIAR	PROJET PKA	Traitement de la problématique 1, le processus FRPI. Identification des deux autres grandes problématiques de conflits ; Les problématiques liées à la terre et à l'identité, la problématique des mouvements des populations.	Consolider le résultat du premier projet et traiter deux autres problématiques non touchés au cours du premier projet.



ANNEXE 2 : PLAN DE TRAVAIL



[illegible]

[illegible]



ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHESES ET DES STRATEGIES DE MITIGATION

Résultat attendu <i>E.g. les objectifs généraux, les objectifs, spécifiques, les résultats, les produits</i>	Description et conséquences du risque associé au résultat <i>Quel est l'impact du risque sur le projet</i>	Probabilité <i>(1 = très improbable, 5 = très probable)</i>	Gravité <i>(1 = faible, 5 = très grave)</i>	Stratégie de mitigation <i>Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?</i>
Résultat 1.1. : Toutes les parties prenantes (société civile, Leaders FRPI, Communautés, gouvernement congolais à tous les niveaux) s'engagent et se mobilisent pour accompagner et soutenir le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration holistique et durable des éléments FRPI	Nouvelles poches d'instabilité dans le Sud Irumu, provenant ; des éléments FRPI qui n'ont démobilisé, ou nouvelles milices qui se créent à partir de Jorokpe, ou encore progression des ADF dans les espaces vidés par la FRPI.	3	4	Mettre en place un système avec les communautés, les autorités locales et les forces de sécurité pour identifier rapidement cette possibilité et étouffer l'initiative très tôt, par tous les moyens.
Produit 1.1.1. : Les conflits liés à la FRPI et les problématiques liés à sa démobilisation sont bien identifiés, analysés et documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées	L'implication des politiciens (manipulateurs) pour bloquer les processus de traitement des conflits complexes.	3	3	Le travail de l'engagement politique sera renforcé pour avoir un fort appui politique au niveau de la province et national, visant à décourager les politiciens de profiter de leurs positions politiques pour impacter négativement sur le processus de Dialogue. □
Produit 1.1.2 : Les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux.	Les autorités des chefferies et du territoire, peuvent bloquer le fonctionnement des cadres de Dialogue pour éviter de se retrouver redevable devant les communautés par leurs absences à ces travaux.	3	3	Travailler avec le gouvernement provincial qui aura la tâche de mobiliser les autorités locales pour le bon fonctionnement de cadres de Dialogue.
	L'activisme des Jorokpe et des milices résiduelles rend difficile les possibilités de Dialogue entre les communautés en Ituri.	2	3	Plaidoyer auprès de l'état pour que les espaces jadis occupés par la FRPI, soient maîtrisés par les forces royalistes et que ces derniers traquent les Jorokpe et les milices résiduelles.
Produit 1.1.3 : Les structures communautaires (ILP, NPM, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont redynamisées, fonctionnelles et capable de soutenir la population à	Faible engagement des structures locales, dans le travail de sensibilisation qui risque de donner un résultat aléatoire.	2	2	Bien travailler avec les structures locales, pour les engager sur la nécessité de leur travail et voir comment accroître leur motivation.



l'améliore de la cohésion sociale cohésion, prévention et résolution des conflits	Faible engagement des structures étatiques et des services de sécurité au niveau local, territoire province et même national dans la recherche des solutions aux problèmes rencontrés dans l'exécution du Projet.	3	3	Impliqués ses différents services dès le début du projet en vue de mieux les impliquer dans les différentes phases d'exécution du projet. Se constituer des alliés dans ses services des personnes qui comprennent bien le processus et qui peuvent mobiliser leurs collègues en vue mieux collaborer dans le cadre du projet.
Produit 1.1.4 : Plan d'action communautaire sur la résolution de conflit liée a FRPI est bien structurée e signe par toutes les parties prenantes	Difficultés de mobiliser les moyens pour la mise en œuvre des plans d'actions arrêtés par les parties prenantes.	2	3	Plaidoyer au niveau des partenaires pour la mobilisation des moyens selon le besoin exprimés par les différents plans d'actions.
Produit 1.1.5 : COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle pour soutenir le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion holistique et durable des éléments FRPI	L'engagement des acteurs politiques faible des acteurs politiques avec des objectifs politiques et non de la Paix	2	2	Accompagner de près les politiciens dans le but d'orienter leurs objectifs vers la Paix.
Produit 1.1.6 Plan de communication est formulé et fonctionnel				



	Indicateur Type	Indicateur	Target	Données de référence Source of Vérification
GOAL				
La population de l'Est de la RDC et l'État congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives	PROJET	% d'hommes et femmes "d'accord" que le projet a donné une contribution notable à la résolution des principaux conflits liés aux phénomènes FRPI.	70% dont : S2 : 20% S3 : 50 % S4 : 70 %	Rapport semestriel PMO
	STANDARD	Le niveau d'engagement des acteurs clefs de la stabilisation pour soutenir le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion, de l'intégration des ex combattants FRPI	Elevé	HHI
	STANDART	% de femmes et d'hommes déclarant être très ou assez confiants du processus d'éradication de la FRPI pour la stabilisation de leurs Zones (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	80%	HHI
OUTCOME				
Toutes les parties prenantes (société civile, Leaders FRPI, Communautés, gouvernement congolais à tous les niveaux) s'engagent et se mobilisent pour accompagner et soutenir le processus de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de réintégration holistique et durable des éléments FRPI.	PROJET	Nombre des actions/réponse (désagréé selon les phases du cycle de projet)	12	Rapport d'activités
	PROJET	(a). Inclusivité : Représentation équilibrée (jugée appropriée) dans la composition des mécanismes de supervision/plateformes de dialogue (c.-à-d. est-ce que les hommes, femmes, jeunes, différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés)	Bon	Rapport semestriel
	PROJET	(b). Espace sûr : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) dans les mécanismes de supervision/plateformes de dialogue se sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles (noté sur 5)	Très souvent	Rapport semestriel
	PROJET	(c). Apprentissage : Mesure dans laquelle les points de vue participant(e)s 1) sur les questions traitées dans les plateformes de	Fort possible	Rapport semestriel

		dialogue ont changé après avoir entendu/cherché à comprendre d'autres points de vue (noté sur 5)		
	PROJET	(d). Bonne foi : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) perçoivent le processus de dialogue comme étant mené de bonne foi (c.-à-d. que tous les participants font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus) (noté sur 5)	Fort possible	Rapport semestriel
	PROJET	1.2.1_i (e). Habilitation : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation (évalué par rapport aux trois dimensions de l'habilitation politique : conscience (les participants sont capables de décrire précisément les processus de stabilisation qu'ils supervisent et les parties prenantes impliquées dans une réponse descriptive) ; assurance et compétence (fréquence à laquelle les participants adressent directement les acteurs étatiques/élus sur la stabilisation et n'ont pas d'inquiétude à demander que des questions soient soulevées pour leur compte) ; effectivité et durabilité (là où des acteurs élus/étatiques ne prennent pas leurs responsabilités, mesure dans laquelle les participants sont à l'aise pour le signaler)	Fort possible	Rapport semestriel
OUTPUTS				
1. Les conflits liés à la FRPI et les problématiques liées à sa démobilisation sont bien identifiés, analysés et documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées	PROJECT	2. 1.1 Nombre de conflits complexes liés au Processus FRPI identifiés, analysés et documentés	3	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	3. 1.2 Nombre des pistes de solutions participatives proposées	3	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	4. 1.3 Nombre de barzas communautaires organisées (désagrégation par site)	10	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	5. Nombre des réunions mensuelles de comité Local de suivi organisées,	15	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	6. Nombre des Réunions trimestrielles de suivi réalisées par les 20 ILP	5	Rapport d'activités PMO

	ACTIVITES 1. Atelier de présentation du projet 2. Barza communautaires 3. Réunions mensuelles de comité Local de suivi processus, 4. Réunions trimestrielles de suivi de 20 ILP 5. Documentation et approfondissement des conflits complexes identifiés			
2. Les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux.	PROJECT	2.1. Nombre de cadres de dialogue inclusif et sensible au genre organisés	3 (médiation) 20 CCP	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	2.2 Nombre de participants au cadre de dialogue (réunions mensuelles comité de suivi processus FRPI, Réunion de Cadre de Concertation pour la paix, Médiations) dans la zone du projet (désagrégation par exe et ethnie) ;	550	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	2.3 Nombre des conflits complexes liés au processus FRPI identifiés qui ont été résolus grâce à la médiation à la base	3	Rapport d'activités PMO
	ACTIVITES 1. Réunions trimestrielles de Cadre de Concertation pour la Paix ; au niveau de Chef-lieu de chefferie. (CCP) 1 réunion par chefferie. 2. Médiation des conflits complexes liés au processus FRPI à la base 3. Suivi de la mise en œuvre des accords spécifiques obtenus dans le processus du Dialogue			
3. Les structures communautaires (ILP, NPM, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont b redynamisés, fonctionnelles et capable de soutenir la population à améliorer la cohésion sociale, la prévention et la résolution des conflits	STANDARD	3.1 Nombre des structures communautaires mis en place ou redynamisée et fonctionnelles avec I4S	20 ILP	Rapport d'activités PMO
	STANDARD	3.2 Nombre de plaidoyers pour la paix et la cohésion sociale menés par les structures communautaires	80 dont 4 par ILP	Rapport d'activités PMO
	STANDARD	3.3 Nombre des membres actifs dans les structures communautaires (Désagrège par sexe, ethnique, âgé)	240 (12 par ILP)	Rapport d'activités PMO

	STANDARD	3.4 % des postes décisionnels occupée par des femmes âgé)	30 %	Rapport d'activités PMO
	PROJECTS	3.5 Nombre des membres des structures de dialogue et autres leaders locaux (y inclus associations de femmes) qui ont amélioré leur niveau des connaissances sur la transformation des conflits après formation	180	Rapport semestriel
	PROJECT	3.6 Nombres des structures communautaires qui appliquent les connaissances apprises dans les formations reçues	20	Rapport semestriel
	PROJECTS	3.7 Nombre des structures communautaires mises en place/redynamisées qui sont fonctionnelles (ce sont plus les ILP	20	Rapport semestriel
	PROJECT	3.8 Nombre des structures communautaires qui ont reçu des équipements	20	Rapport semestriel
	ACTIVITES - Atelier d'appropriation du projet par les agents ACIAR - Identification des structures communautaires de dialogue/transformation des conflits (y inclus associations de femmes) et analyse de leurs capacités - Session de renforcement des capacités des structures communautaires de dialogue (ILP, Comité de suivi/RRR par groupement, groupe des jeunes et autres, etc.) - Appuis spécifiques aux structures communautaires de dialogue (petit équipement, etc.) ; (ex : institutionnalisation des structures de Dialogue (ILP, CCP)			
4. Plans d'actions communautaire sur la résolution de conflit liée à la FRPI est bien structurée et signée par toutes les parties prenantes	STANDARD	4.1 Nombre de plans d'actions communautaires approuvés et mis en place	3	Rapport d'activités PMO
	STANDARD	4.2 % des solutions proposées dans le plan d'action communautaire approuvé qui sont mises en œuvre	80%	Rapport semestriel
	STANDARD	4,3 % de plans d'actions communautaires qui répondent aux besoins spécifiques des femmes	50 %	Rapport semestriel
	ACTIVITES - Atelier Leadership Cohésif - Réunions de table ronde au niveau du territoire (2)			

	3. Réunions de plaidoyer à différents niveaux et selon les besoins et autres (Provincial, National)			
5. COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle pour soutenir le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion holistique et durable des éléments FRPI	STANDARD	5.1 Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les ILP	80%	HHI/SSU
	STANDARD	5.2 Nombres de résolutions formalisées/ approuvées/ et mis en application par le gouvernement. i	80%	HHI/SSU
	ACTIVITES 1. Réunions du Comité Technique Conjoint ; 2. Missions sur terrain du CTS (Comité Technique de suivi			
6. Plan de communication est formulé et fonctionnel	STANDARD	6.1 Nombre des programmes radio liés à la thématique de prévention, résolution et gestion des conflits et la cohabitation pacifique	900	HHI/SSU
	STANDARD	6.2 Nombre des journalistes formés sur la sensibilité aux conflits (désagrégation par sexe)	10	Rapport d'activités et HHI/SSU
	PROJECT	6.3 Nombre de séances de sensibilisation organisées par les membres des ILP	600	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	6.4 Nombre des participants aux séances de sensibilisation (désagregés par sexe)	60000	Rapport d'activités PMO
	PROJECT	6.5 Nombre des affiches, posters et dépliants distribués aux membres des communautés lors de la sensibilisation	9750	Rapport d'activités PMO

	ACTIVITES 1. Ateliers d'élaboration du plan de communication, et des messages de sensibilisation. (Adaptés aux différents publics et sensibles au genre, dans le cadre de chaque conflit majeur traité) 2. Production des outils de sensibilisation 3. Diffusion des messages de sensibilisation à travers les structures communautaires de dialogue 4. Diffusion des messages de sensibilisation à travers les radios communautaires
--	---

1. Ateliers d'élaboration du plan de communication, et des messages de sensibilisation. (Adaptés aux différents publics et sensibles au genre, dans le cadre de chaque conflit majeur traité)
2. Production des outils de sensibilisation
3. Diffusion des messages de sensibilisation à travers les structures communautaires de dialogue
4. Diffusion des messages de sensibilisation à travers les radios communautaires



ACIAR ONGD/asbl

Appui à la Communication Interculturelle et à l'Autopromotion Rurale

www.aciar-rdc Courriel: info@aciar-rdc.com Tél +243 823 798 240, 29 Kasa Vubu, Ville de Bunia, R.D.CONGO

Bunia le 10 mars 20

**A l'Attention du Coordinateur Provincial
Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) Ituri,
République Démocratique du Congo**

**Concerne : Projet « Baraza Ya Kukamilisha Amani » (Projet DD Processus FRPI)
Note explicatif dépassement pourcentage coût de soutien**

Monsieur le Coordinateur Provincial,

Nous avons l'honneur de vous écrire en vue d'expliquer le maintien des coûts de soutien élevé dans le cadre du présent projet. En effet pour mener un programme de Dialogue Démocratique, le principal investissement est constitué par les animateurs qui doivent parcourir les villages pour faciliter les différentes activités de Dialogue. C'est pourquoi les coûts de ces déplacements et les différents coûts liés à l'organisation des activités du Dialogue constituent les principales raisons de ce dépassement. Il s'agit des frais qui sont liés aux activités et qui devraient être dans les coûts des activités pour que nous ayons un budget équilibré ; mais les exigences de la nouvelle façon de présenter le budget nous ont obligés de les placer sous la rubrique de coûts de soutien. Il s'agit des coûts ci-après :

1. Dans les coûts de soutien, la rubrique 2, « Fournitures, produits de base, matériels (liés au soutien) : il s'agit surtout de carburant pour les missions du terrain ;
2. Dans les coûts de soutien, la rubrique 4 ; services contractuel : la location des pick-up et location des motos pour le déplacement sur terrain.
3. Toujours dans les coûts de soutien, la rubrique 5, les frais de déplacement ; le remboursement des frais de déplacement des bénéficiaires lorsqu'ils sont invités pour des rencontres et ensuite les frais de déplacement des différentes catégories des agents du projet pour la réalisation des activités sur terrain.

Dans l'espoir que ces explications vous permettent de nous réserver une suite favorable, nous vous prions de croire, Monsieur le Coordinateur Provincial, à l'expression de nos sentiments de franche collaboration.

Eric MONGO MALOLO
Le Coordinateur de l'ACIAR



**ACIAR COMBAT LA VULNERABILITE, LA PAUVRETE ET ACCOMPAGNE
LES INFRASTRUCTURES DE PAIX DURABLE**